



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 3391

Texte de la question

SÛRETÉ NUCLÉAIRE

M. le président. La parole est à M. Philippe Plisson, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Philippe Plisson. Tout d'abord, je voudrais dire à la majorité qu'elle n'a plus que quelques mois à attendre pour poser directement ses questions à un gouvernement socialiste. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Bernard Deflesselles. Un peu de modestie !

M. Philippe Plisson. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

M. André-Claude Lacoste, président de l'Autorité de sûreté nucléaire reconnaissait le 30 mars dernier que la France n'était pas à l'abri d'un accident nucléaire, diagnostic confirmé samedi par Jacques Repussard, directeur de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, selon lequel " il faut imaginer l'inimaginable " afin de prévenir le risque potentiel d'un accident nucléaire tous les dix ans.

Si le discours du Gouvernement se veut rassurant, les faits ne viennent pas forcément corroborer son engagement. Mardi 7 juin, la grand-messe des trente-trois pays de l'OCDE sur la sûreté nucléaire a accouché d'une souris. Plus grave encore, comme le soulignait le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, les gouvernements français et anglais ont mené bataille pour assouplir les critères et, en particulier, exclure les scénarios impliquant une chute d'avion.

Jeudi 16 juin, alors que la catastrophe de Fukushima déstabilise toute l'industrie nucléaire mondiale, le Président de la République a choisi d'éconduire la présidente d'AREVA, Anne Lauvergeon, dont la compétence est unanimement reconnue.

M. Guy Teissier. Elle a fait son temps !

M. Philippe Plisson. Enfin, comme si tout cela ne suffisait pas, dans un contexte où nos concitoyens ont besoin d'écoute, de dialogue et de pédagogie, le ministre de l'industrie, Éric Besson, s'est " cassé ", selon son expression, en plein milieu d'un débat organisé par M6 sur les risques nucléaires, démontrant ainsi de façon éclatante que ces questions gênent le Gouvernement. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Au moment où l'Allemagne et l'Italie ont pris la décision d'abandonner le nucléaire, le Gouvernement ne pense-t-il pas que ces faits et ces attitudes sont de nature à conforter dans leur opinion les 60 % de Français qui exprimaient dans un sondage paru lundi leur défiance à l'égard de cette énergie ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur le député, tout d'abord, permettez-moi de vous dire que je suis extrêmement surpris par la position qui est la vôtre et celle du groupe socialiste. Si je vous comprends bien, vous prônez la sortie du nucléaire, mais vous tenez à ce qu'Anne Lauvergeon soit à la tête d'AREVA pour opérer cette sortie : il y a là un paradoxe. Vous voulez couler le paquebot tout en laissant en place le chef d'orchestre pour qu'il continue à jouer. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Glavany. Voilà des arguments de fond !

M. Éric Besson, *ministre*. Pour notre part, nous allons, non pas couler le paquebot, mais lui faire emprunter une trajectoire simple, celle de la politique énergétique de la France, dont le Président de la République et le Premier

ministre ont suffisamment rappelé les principes : économies d'énergie, efficacité énergétique, développement des énergies renouvelables...

M. François de Rugy. Baratin !

M. Éric Besson, *ministre*. ...- avec, depuis 2007, une multiplication par quatre de la production d'énergie éolienne et par cent pour l'énergie photovoltaïque -, et, dans le même temps, efforts pour un nucléaire plus sûr, qui assure notre indépendance énergétique, contribue à une moindre diffusion de gaz à effet de serre et fait bénéficier les Français d'une énergie de 35 % à 40 % moins chère que la moyenne des autres pays européens. Le choix de Luc Oursel, le nouveau pilote, est parfaitement adapté. Il a toute l'expérience requise : haut fonctionnaire, industriel, il est passé - accessoirement, si je puis dire - par le cabinet de Pierre Joxe du temps de François Mitterrand. Vous le voyez, les remarques politiciennes n'ont pas lieu d'être.

Quant aux autorités de sûreté nucléaire, loin d'avoir accouché d'une souris, elles ont donné naissance à une importante avancée, sur une base volontaire : un audit, proposé dès le départ par la France, auquel elles participeront toutes et dont la mise en oeuvre sera transparente. Le Président de la République a d'ores et déjà indiqué qu'il serait prêt, le cas échéant, si cela était nécessaire, à fermer une centrale nucléaire.

Pour ce qui me concerne, ne craignez rien, mesdames et messieurs de l'opposition : je ne quitte que les organisations sectaires. Je suis donc bien, là où je suis. (*Applaudissements et rires sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Plisson](#)

Circonscription : Gironde (11^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3391

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 juin 2011